

L'impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada

# Policy Brief

Exposé politique Alliance Canada Hong Kong | 10 novembre 2020

Mémoire produit à l'intention du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration

Auteurs :

Alliance Canada Hong Kong

Équipe de relations  
gouvernementales ACHK

Robert Falconer, conseiller

**Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020

# Table des matières

<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>Recommandations</b>	<b>6</b>
Amnistie pour tous les migrants	6
Création d'un parcours humanitaire universel pour les étudiants étrangers	6
Élargissement des mesures de parrainage et de réunification familiale	6
Réforme des permis d'études pour inclure les stages coopératifs et les permis de travail à temps plein	6
Modernisation des systèmes d'immigration et d'asile	6

# Introduction

De nombreux migrants éprouvaient déjà des difficultés en raison de la lenteur et de la complexité des processus d'immigration avant la pandémie. Le site Web d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) n'est guère convivial et l'information n'y est pas présentée clairement. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les problèmes affligeant les systèmes canadiens d'immigration et d'asile, ce qui met en danger les personnes déjà vulnérables que sont les étudiants étrangers, les travailleurs migrants et leurs familles. Le système d'immigration a brusquement cessé ses opérations au début de la pandémie, car les documents doivent être présentés sous forme papier et traités en personne, ce qui a bloqué des gens ayant perdu leur statut.

Le système de demande de statut de réfugié au Canada ne s'ajuste pas rapidement lorsque la demande fluctue ou que les politiques changent soudainement. La figure 1 montre, sur plusieurs exercices financiers, le retard entre les demandes de réfugiés et les décisions prises par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) pour les traiter. Dans la figure, le nombre de demandes de statut de réfugié (ligne bleue) monte et descend, alors que le nombre de décisions (ligne orange) commence à rattraper les demandes deux ou trois ans plus tard. La figure 2 montre en quoi ce retard est directement relié aux fluctuations de personnel à la CISR, celui-ci ne suffisant pas en cas de changements soudains. Les données sur le financement de la CISR, rajusté en fonction de l'inflation, démontrent comment cela peut être lié aux changements dans le budget de la CISR, qui sont déterminés en fonction des demandes de l'exercice financier précédent plutôt qu'en prévision des demandes à venir. Les demandeurs d'asile attendent donc longtemps avant d'obtenir justice et vivent dans l'incertitude quant à leur avenir au Canada et à leur capacité de faire des plans à long terme.

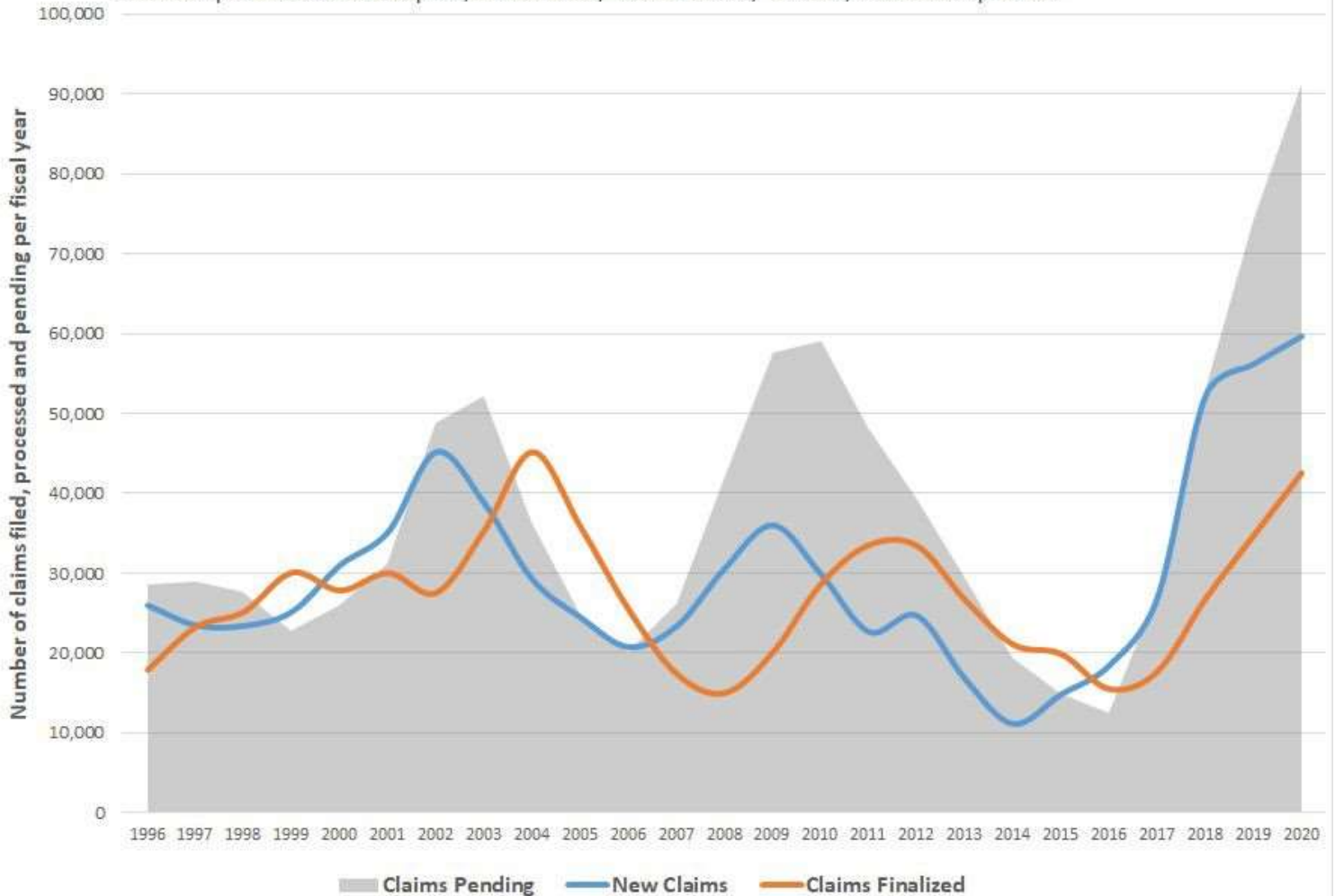
La pandémie a aggravé ces retards. Même si les données sur les décisions actuelles de la CISR témoignent d'une réduction de l'arriéré récent des demandes de statut de réfugié en cours, elles ne nous disent pas toute l'histoire. La CISR n'inscrit pas les nouvelles demandes d'asile tant qu'elles ne lui sont pas renvoyées par IRCC ou l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Depuis le début de la pandémie, les renvois par IRCC et l'ASFC ont énormément ralenti, créant leur propre arriéré de nouvelles demandes d'asile qui n'ont pas encore été transmises à la CISR. Nous montrons ce retard dans la figure 3, « Demandes reçues et renvoyées, d'octobre 2016 à septembre 2020 ». De mars à septembre 2020, IRCC a renvoyé seulement 43 % des nouvelles demandes d'asile à la CISR, comparativement à 88 % pendant la même période l'an dernier. Il en résulte que près de 6 000 demandeurs d'asile sont incapables de passer à l'étape suivante.

## **Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020

**Figure 1: Asylum claim processing, 1996-2020**

Source: Departmental Results Reports, IRB 1996-2020; "Recent Trends," IRB 2020; author's compilations



**Figure 1 : Traitement des demandes d'asile, de 1996 à 2020**

Source : Rapport sur les résultats ministériels, CIRB 1996-2020; Tendances récentes, CIRB 2020; compilations des auteurs

Gauche : Nombre de demandes déposées, traitées et en cours par exercice financier

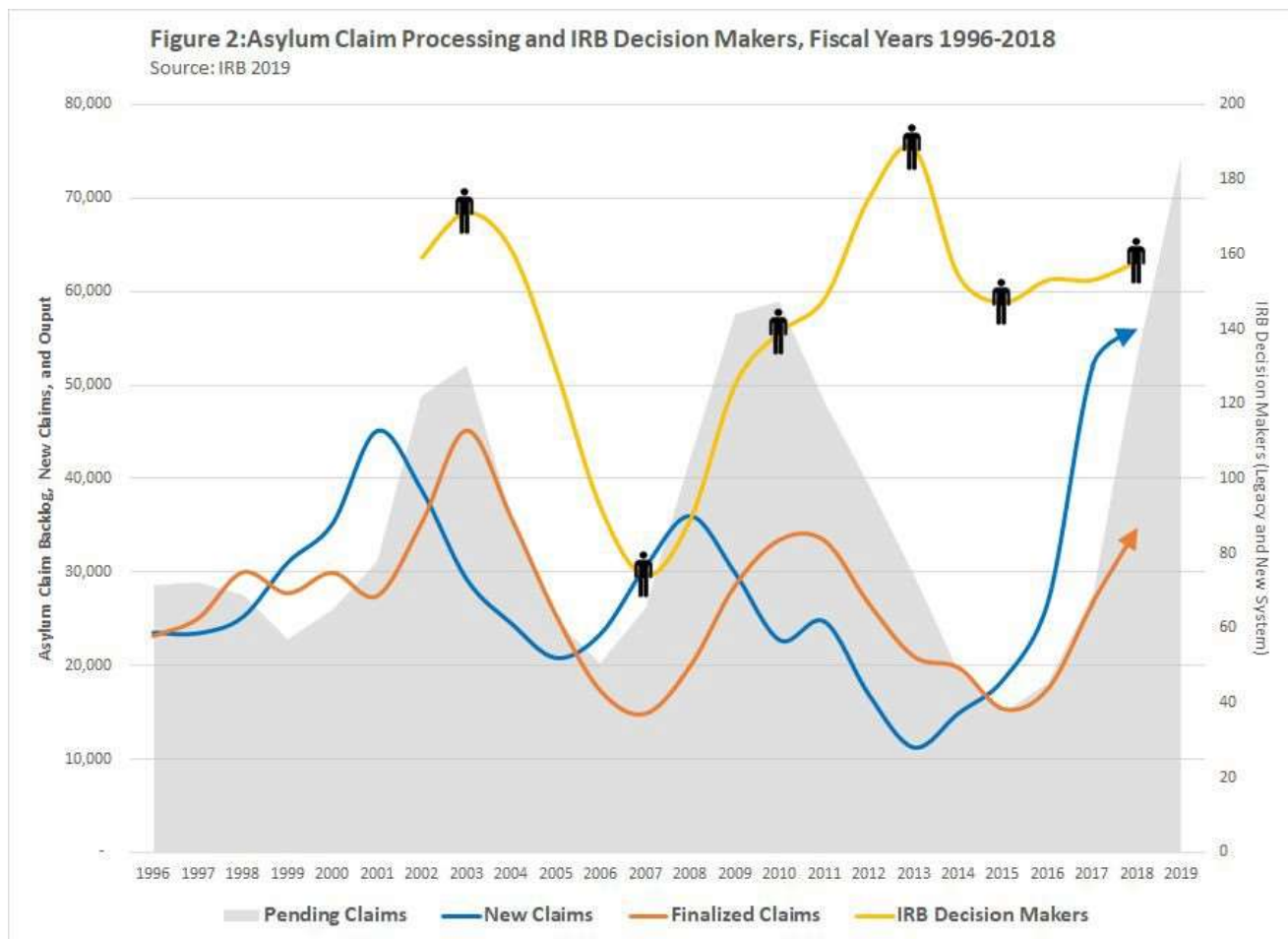
Gris : Demandes en cours Bleu : Nouvelles demandes Orangé : Demandes réglées

Tant qu'un demandeur d'asile n'est pas jugé admissible et que son dossier n'a pas été renvoyé à la CISR, il ne peut accéder à d'importants documents nécessaires pour travailler légalement au Canada afin de subvenir à ses besoins, ou accéder à d'importants services sociaux offerts par la province. Selon des avocats travaillant auprès d'immigrants et de réfugiés, certains demandeurs d'asile, dont des Hongkongais, attendent plus de cinq mois avant que leur dossier soit renvoyé à la CISR. Un grand nombre de demandeurs d'asile de Hong Kong qui sont arrivés au pays avant la COVID-19 ont vécu de leurs économies et grâce au soutien de la communauté.

**Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020

Ces retards sont une source de stress supplémentaire pour les demandeurs d'asile, qui sont déjà marginalisés en raison de leur état, mais ils représentent également un fardeau financier pour les municipalités et les services provinciaux ou territoriaux.



**Figure 2 : Traitement des demandes d'asile et décideurs de la CISR, exercices financiers de 1996 à 2018**

Source : CISR 2019

Gauche : Arriéré, nouvelles demandes et demandes réglées

Droite : Décideurs de la CISR (ancien système et nouveau système)

Gris : Demandes en cours Bleu : Nouvelles demandes Orangé : Demandes réglées Jaune : Décideurs de la CISR

Les Hongkongais sont dans une position particulièrement précaire, car il y a dans cette ville des niveaux sans précédent de répression et de persécution par l'État à l'endroit des dissidents politiques. En raison des restrictions sur les voyages, les réfugiés non conventionnels ne peuvent entrer au Canada. Les Hongkongais qui avaient l'intention de demander le statut de réfugié au Canada ne peuvent donc entrer dans le pays.

### Alliance Canada Hong Kong

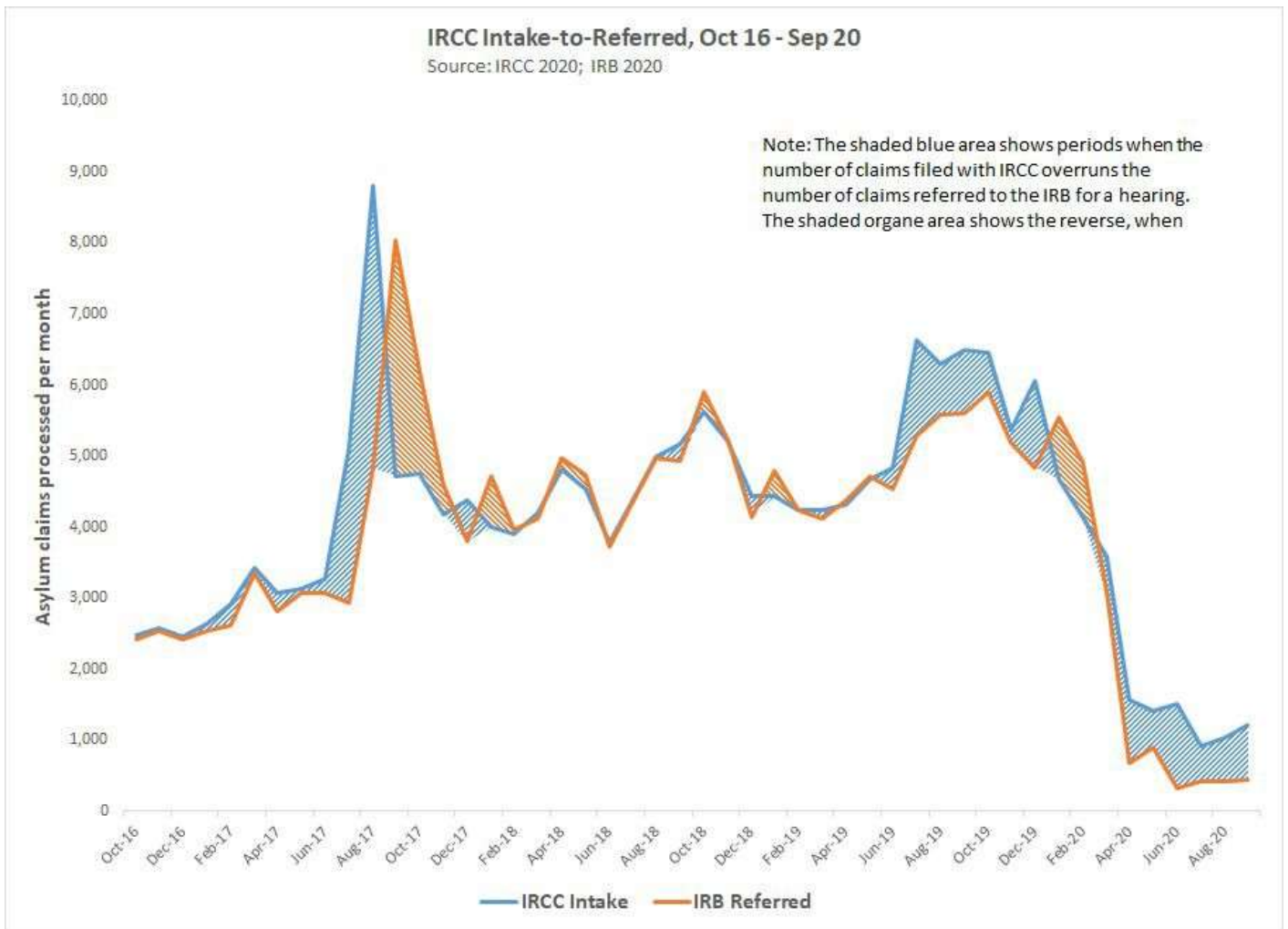
[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020

Un grand nombre de Hongkongais au Canada ayant participé à des manifestations craignent la persécution et l'impact éventuel pour leurs familles dans leur pays. ACHK a publié un [rapport détaillé](#) [EN ANGLAIS SEULEMENT] sur les manifestants hongkongais au Canada qui sont [surveillés et harcelés pour leur militantisme](#). De nombreux manifestants ont été pris en photo par des partisans de Beijing. Il est fort probable que ces photos et d'autres preuves de militantisme démocratique seront envoyées aux autorités hongkongaises et chinoises, ce qui rendra leur retour à Hong Kong risqué. Même si le ministre Mendicino a assuré les Hongkongais que leur participation à des « manifestations pacifiques » ne compromettrait pas leur accès à un permis de résidence, il y a quand même de la confusion quant à ce que le gouvernement de Hong Kong qualifie d'émeutes ou d'infractions à la Loi sur la sécurité nationale.

Même si le gouvernement du Canada a publié de nouvelles mesures d'immigration pour les étudiants de Hong Kong, il faut prendre d'autres moyens pour améliorer les systèmes liés à l'immigration et à l'asile – particulièrement pour les nombreux Hongkongais qui ne seraient pas admissibles aux mesures récemment annoncées. Les parcours économiques peuvent s'avérer insuffisants à moins que les étudiants et les travailleurs post-diplômés hongkongais puissent trouver un emploi qualifié, ce qui est difficile dans les circonstances économiques actuelles. Par ailleurs, il se peut que les Hongkongais détenant le permis de travail aient accumulé suffisamment de points pour être admissibles à la catégorie de l'expérience canadienne ou devenir candidats provinciaux, mais ils se retrouvent plutôt au chômage ou voient leur permis arriver à échéance pour des raisons indépendantes de leur volonté. La réunification familiale peut également être insuffisante pour les Hongkongais et les membres de leurs familles si elle se limite à la famille immédiate et exclut les cousins, les tantes, les oncles et les autres membres de la famille ayant pris part à des manifestations à Hong Kong.

### **Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020



**Figure 3 : Demandes reçues et renvoyées, d’octobre 2016 à septembre 2020**

Source : IRCC 2020; CISR 2020

Note : La zone ombrée en bleu correspond aux périodes où le nombre de demandes déposées à IRCC dépasse le nombre de demandes renvoyées à la CISR pour audience. La zone ombrée en orangé montre l’inverse [...]

Gauche : Demandes d’asile traitées par mois

Bleu : Demandes reçues par IRCC Orangé : Demandes renvoyées à la CISR

**Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d’immigration et d’asile du Canada] 20 novembre 2020

# Recommandations

ACHK vous invite à envisager les modifications suivantes pour améliorer le système d'immigration et d'asile au Canada. Certains changements visent à combler les lacunes créées par la COVID-19, alors que d'autres concernent des barrières existantes aggravées par la pandémie.

## 1. Amnistie pour tous les migrants

Le gouvernement devrait accorder une prolongation de séjour automatique de 6 mois à ceux qui ont demandé une prolongation ou un changement de statut, en s'inspirant du [programme de visa provisoire](#) de la Nouvelle-Zélande. De plus, IRCC devrait accorder un rétablissement de statut unique pour les travailleurs, les étudiants et les visiteurs qui sont physiquement présents au Canada.

## 2. Création d'un parcours humanitaire universel pour les étudiants étrangers

Ciblant les étudiants étrangers dont la sécurité n'est pas garantie dans leur pays d'origine, le Canada devrait permettre aux diplômés de demander ou de prolonger un permis de travail post-diplôme de 5 ans, en s'inspirant des [récentes modifications](#) instaurées par le gouvernement australien.

## 3. Élargissement des mesures de parrainage et de réunification familiale

Élargir les mesures existantes de parrainage et de réunification en fonction de besoins humanitaires afin que les membres de la famille élargie puissent avoir accès aux permis de travail et d'études. Il s'agirait d'une démarche davantage rétrospective qu'innovante, fondée sur d'anciens programmes comme le programme de parent aidé qui permettait aux citoyens canadiens et aux résidents permanents d'aider les membres de leur famille élargie à venir au Canada.

## 4. Réforme des permis d'études pour inclure les stages coopératifs et les permis de travail à temps plein

Les visas d'étudiant étranger devraient englober les stages coopératifs et les permis de travail à temps plein, ce qui consoliderait les demandes et réduirait la charge de travail pour le système.

## 5. Modernisation des systèmes d'immigration et d'asile

Nous recommandons d'autoriser la présentation de documents électroniques et de tenir des réunions virtuelles pour respecter les restrictions actuelles liées aux voyages et à la COVID.

## 6. Accélération des processus de demande d'asile

Nous exhortons le gouvernement canadien à traiter l'arriéré dans le processus de renvoi d'IRCC et à affecter plus de personnel à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) ainsi qu'à IRCC afin de prévenir d'autres arriérés. Le personnel pourrait être réaffecté une fois que l'arriéré de nouvelles demandes et de demandes en cours serait maîtrisé. Nous exhortons le gouvernement à consolider l'accès aux permis de travail et à la sécurité sociale sous un seul document du demandeur d'asile. Nous recommandons également

**Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020



d'abolir la période d'attente de 12 mois pour l'Examen des risques avant renvoi (ERAR) et de veiller à ce que les demandeurs d'asile ne soient pas expulsés sans avoir fait l'objet d'un ERAR. Les demandes des ressortissants de Hong Kong et de la Chine devraient être classifiées « moins complexes », ce qui accélérerait les processus de demande d'asile pour les Hongkongais, les Tibétains, les Ouïghours et les personnes appartenant à d'autres communautés menacées par le Parti communiste chinois.

**Alliance Canada Hong Kong**

[Exposé politique : Impact de la COVID-19 sur les systèmes d'immigration et d'asile du Canada] 20 novembre 2020